

Filip Reyntjens : Les sources d'inspiration de la gouvernance rwandaise

Mediapart, 5 juil. 2021 Professeur à l'Université d'Anvers, Filip Reyntjens travaille sur la politique de des grands lacs d'Afrique. Dans ce texte, il interroge le fossé entre le discours officiel et celui, caché, de nombreux Rwandais sur l'histoire ancienne et récente du pays. Le Front patriotique rwandais (FPR) évoque souvent le Rwanda pré-colonial comme source d'inspiration idéologique et pratique, mais ce discours ne correspond pas toujours à la réalité historique. Il ne s'agit pas ici de distinguer le vrai du faux dans l'histoire officielle, mais de se demander à quelles idées le discours officiel s'adosse et quels imaginaires et pratiques politiques en découlent. Les références à la période pré-coloniale faussent de manière évidente le Rwanda d'aujourd'hui.

D'abord, le FPR, à majorité tutsi, promeut la croyance en un Rwanda pré-colonial harmonieux, sans tensions entre les différents groupes ethniques, une vision depuis battue en brèche par les historiens[1]. C'est sur cet imaginaire que s'est construite la politique unitariste nationale du FPR qui cherche à effacer les références à l'appartenance ethnique dans la sphère publique, sauf pour désigner les victimes du génocide, les Tutsis. Ensuite, la chose militaire est centrale dans l'histoire ancienne du pays. Les armées constituaient en effet le fondement de l'administration du pays avant même la colonisation. Comme je l'explique dans mon article pour la revue Politique africaine, cette tradition militariste a rapidement refait surface après la victoire du FPR en 1994. On peut l'expliquer de deux façons. D'une part, la prise de pouvoir par un mouvement rebelle victorieux après des années de vie dans le maquis a diffusé des valeurs culturelles militaires dans des domaines aussi divers que la gestion politique, le développement ou l'éducation. D'autre part, le consciemment cherché à puiser dans la culture militariste pré-coloniale afin de légitimer les valeurs et les pratiques de sa gouvernance contemporaine. Cette nostalgie traditionnelle passe notamment par le langage de « l'authenticité » his des pratiques politiques. Par exemple, le FPR a remis au goût du jour la technologie de « camp » pour l'éducation politique, inspirée par l'exemple pré-colonial des camps guerriers puis reprise dans les communautés de la diaspora tutsi. Les camps de l'éducation civique à Ingando et à Itorero sont des techniques militaires pré-coloniales recyclées pour la diffusion des valeurs du FPR. La prégnance des valeurs militaires s'exprime également à travers les polarisations entre ami et ennemi et entre unité et division. La mentalité de combat de temps de guerre a été maintenue en temps de paix. Le gouvernement met l'accent sur la nécessité constante de combattre les ennemis internes et externes et appelle la population à la vigilance. Cela lui permet, en retour, de justifier un fort système de surveillance et de contrôle, ainsi que l'étouffement de toute dissension ou oppositions politiques sur la base d'arguments sécuritaires. Avec le militarisme, l'autoritarisme est une autre des caractéristiques centrales de la gouvernance au Rwanda depuis la période pré-coloniale. Les autorités régionales étaient dépendantes du roi et dirigeaient des chefs de colline qui contrôlaient étroitement la population suivant une structure pyramidale. Cette centralisation autoritaire a continué pendant la période coloniale. L'administration indirecte belge a renforcé et stabilisé le pouvoir de la cour et des chefs. L'administration coloniale est plus elle-même autoritaire et, comme l'administration « à l'indigène », elle ignorait les principes de séparation des pouvoirs et d'état de droit. Il n'est pas surprenant dans ces conditions qu'après l'indépendance, au Rwanda comme ailleurs en Afrique, les nouvelles élites politiques aient recouru au « business as usual » en reproduisant des modes de gouvernance existants. Si au Rwanda cette continuité a été particulièrement marquée, c'est parce que l'autoritarisme colonial s'est appuyé sur une centralisation autoritaire de l'état pré-colonial sans pareil, ou presque, en Afrique. Les régimes pré et post-génocide ont partagé ces pratiques autoritaires tout en poursuivant des objectifs unitaristes et de développement similaires. L'état rwandais d'aujourd'hui ressemble donc fortement à son prédécesseur, mais essaie dans ses discours de se différencier le plus possible des régimes antérieurs. La longue histoire de centralisation de l'état rwandais, entretenue et légitimée par l'idéologie néo-traditionaliste du FPR, explique en partie la reconstruction de l'état après les terribles ravages humains et matériels de 1994. À peine deux ans plus tard, le Rwanda était de nouveau administré du sommet à la base. Les structures territoriales, militaires et de sécurité étaient restaurées, le système judiciaire rétabli, les revenus fiscaux collectés et dépensés. Depuis 2000 en particulier, le FPR a rétabli un contrôle politique hautement centralisé, aidé, tout comme le régime précédent, par des pratiques anciennes de gestion, de supervision, de contrôle et de mobilisation d'une population qui n'est pas, par ailleurs, pas connue d'une autre manière. Ainsi, les traits du régime du FPR n'ont pas une origine unique. Ils sont le fruit d'une combinaison de facteurs qui ont généré la gouvernance singulière. Parmi ces facteurs on a noté des traditions anciennes, ou du moins leur ré-imagination par le FPR, des processus historiques de longue durée, ou, plus récemment, l'expérience violente de la rébellion. On peut évidemment ajouter la vulnérabilité de la minorité Tutsi qui fait de l'autoritarisme et du contrôle des outils vitaux aux de beaucoup de membres du FPR pour la survie de ce groupe ethnique minoritaire. Le problème des inspirations fondatrices de la gouvernance du FPR est qu'elles ne sont pas partagées par de nombreux rwandais, qui voient ce discours comme une arme d'oppression. La promotion d'une unité aveugle à l'identité ethnique, reposant soi-disant sur une harmonie pré-coloniale, n'est pas reconnue par tous. Les stratégies de légitimation de l'état, de la surveillance par la ré-imagination de l'histoire peuvent également poser problème à une frange de la population aspirant à plus de liberté. Le fossé entre le statut de victime Tutsi du génocide pouvant faire l'objet de commémorations officielles et l'impossibilité de reconnaître la souffrance de certains Hutus peut également être particulièrement problématique comme cela a été mis en exergue récemment de façon dramatique. En 2014, le chanteur Kizito Mihigo, Tutsi rescapé du génocide, un temps très proche du régime, a appelé à la reconnaissance de toutes les victimes de l'histoire récente du pays dans sa chanson « Le sens de la mort ». Cet appel est alors considéré par beaucoup comme une remise en cause de la version officielle du génocide, confinant aux seuls Tutsis le statut de victime. Le chanteur est alors condamné à dix ans de prison. Il est libéré en 2018 après une grâce présidentielle, mais à nouveau arrêté en février 2020 alors qu'il tente de fuir au Burundi voisin car il est victime de menaces grandissantes. Quelques jours plus tard, il est retrouvé mort dans une cellule d'un commissariat de police. La version officielle du suicide est alors accueillie avec scepticisme[2]. Différents travaux universitaires ont d'ailleurs insisté sur le fossé entre le discours officiel et la réalité

quâ€™ont de nombreux rwandais de lâ€™histoire ancienne et récente du pays[3]. Et, combler ce fossé reste un défi majeur lâ€™entreprise de légitimation de lâ€™ambitieux projet de refonte du pays portée par le FPR. [1] Jan Vansina, Le Rwanda Le royaume de nyiginya, Kartala, 2012, Paris [2] <https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/08/appele-une-enquete-independante-sur-la-mort-du-chanteur-rwandais-kizito-mihigo> [3] Thomson Susan, Whispering truth to power : Everyday resistance to conciliation in post genocide Rwanda, University of Wisconsin Press, 2013, Madison Lien vers lâ€™article

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});